

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

●Ethiopie

PECHEURS EN EAU TROUBLE

La grande presse s'est
répandue en récits effra-

yants à propos des évé-
nements récents en Ethiopie,
qualifiant souvent son gou-
vernement de «junte mili-
taire» ou «fasciste».

Serait-ce comme au Chi-
li à la venue de Pinochet ?

A cette question, l'évic-
tion, ces derniers temps,
et avec quelque fracas, des
représentants de l'impéria-
lisme américain qui a de-
puis coupé tout crédit, per-
met de répondre sans hésiter
par la négative.

Ce ne sont pas non plus
les larges masses éthiopi-
ennes qui se sont soulevées ;
les affrontements ont op-
posé des étudiants (nous dit-
on) à l'armée, et aussi aux
milices de paysans et de
travailleurs des villes que la
même grande presse a vite
fait, comme France-soir jeu-
di, de qualifier de sangui-
naires : il est vrai que pour
la presse bourgeoise, pay-
sans ou ouvriers en armes
ne peuvent qu'être des brutes
sanguinaires et incons-
cientes !

De l'Ethiopie, la même
grande presse parlait peu le
plus souvent, parfois avec
une certaine bienveillance
après le renversement de l'o-
dieux régime féodal d'Hailé
Sélassié soutenu par di-
vers impérialismes, dont
l'impérialisme américain.

Ceci jusqu'au moment
où il fut clair que l'Ethio-
pie avançait sur la voie
de l'indépendance, jusqu'à
mettre les Américains à la
porte, menait une réforme
radicale et allait jusqu'à
armer paysans et ouvriers
pour défendre ses conquê-
tes !

Car la lutte est aigue !

Les anciens maîtres de
l'intérieur et de l'extérieur
n'ont pas renoncé à re-
conquérir leurs positions ;
d'autres cherchent à mettre
la main sur ce pays : tous
cherchent à créer des diffi-
cultés, attiser le feu et les
divisions. Les eaux troubles
sont meilleures pour la pê-
che qu'ils pratiquent !

Il en est ainsi en bien
des régions du monde, en
Afrique en particulier.

Or, ces derniers troubles
surviennent au moment où
l'Ethiopie est amenée à
chercher de l'aide pour sur-
monter ses difficultés et où
son chef d'Etat est en visite
à Moscou. Un gouverne-
ment ainsi secoué est mieux
préparé à accepter le genre
d'aide que fournit une
superpuissance comme
l'URSS : elle vise en par-
ticulier à y installer des
bases militaires (ce qu'elle
a pu faire en Somalie) et
à contrôler cette région au
bord de la mer Rouge, ce
passage stratégique, à tra-
vers le Moyen-Orient, entre
océan Indien et Méditerranée.

Mais ses ambitions se bri-
seront tôt ou tard face à
la volonté d'indépendance
du peuple éthiopien.

●Tri postal
-Landy (Paris)

Les postiers occupent le Centre

Depuis longtemps, le «ras
le bol» grandissait face à la
répression, au manque d'ef-
fectif, aux conditions d'hy-
giène et de sécurité dépla-
çables : il faut travailler
dehors, sans chauffage, dans
la poussière et les gaz des
camions qui amènent les
sacs.

Pas d'infirmerie : «Si
tu te coupes le bras, on
te donne de l'aspirine» dit
un travailleur.

Les effectifs, les travail-
leurs y pensent depuis 74
mais «on en parle, on n'en
sort jamais».

Quant à la répression
syndicale, elle s'est accrue
depuis que le centre doit
fermer : dans deux ans, tous
les travailleurs doivent se
trouver au centre en cons-
truction de Pantin, d'où une
bonne part en janvier pro-
chain.

Mais dans quelles condi-
tions, avec quelles garan-
ties ?

(suite p.4)

●Usinor - Thionville

L'OCCUPATION : AUX OUVRIERS DE LA DECIDER !



Les métallos de Fildod (près de Thionville) montrent la
voie : ils occupent l'usine depuis le 14 avril (Photo HR).

Rappelons que, sur déci-
sion des capitalistes d'Usi-
nor, l'usine de Thionville
devrait voir son effectif
ramené de 4 200 à 800
en quelques mois.

La compression est déjà
bien engagée, puisqu'à ce
jour, presque 1 000 emplois
ont été supprimés par l'effet
cumulé des départs en re-
traite, mises en pré-retraite,
mutations «de plein gré»
dans les usines du groupe
et départs volontaires en-
couragés par le versement
d'une prime de licenciement.

Mais le courant des dé-
parts est maintenant stop-
pé : les volontaires se font
rares. L'heure est venue de
résister car, dans 2 mois, la
ligne fonte-acier (haut four-
neau, aciérie, laminage) sera
définitivement arrêtée.

Or résister, c'est renoncer
aux défilés et manifesta-
tions extérieures qui ont
jusqu'ici détourné la volon-
té de lutte des travailleurs
en laissant le terrain libre
au patron.

Résister, c'est passer aux
actes sur l'usine !

Sous la pression des tra-
vailleurs combattifs et de la
CFDT paralysée jusque là
par une conception erronée
de l'unité, le cartel a enfin
réuni une première assem-
blée générale, en ville (ainsi
l'a voulu la CGT pour favo-
riser les cadres au détri-
ment des ouvriers).

Pour la première fois
depuis 10 ans, les dirigeants
syndicaux se sont tus pour
laisser la parole aux tra-
vailleurs !

La CGT garde un langage
dur mais présente toujours
l'occupation comme une
éventualité, une décision à
prendre «le moment venu»,
avec l'accord de tous, y
compris des cadres, qui
s'y sont justement montrés
hostiles, et pourquoi pas
des éternels briseurs de grè-
ve !

Ce vendredi, le débat se
poursuit, non pas dans les
décors du Casino au centre
ville, mais cette fois dans
l'usine au pied du haut
fourneau et les travailleurs
casqués seront majoritaires !

Les dirigeants de la CGT
ne pourront jouer long-
temps leur double jeu : le
syndicat des cadres est de
plus en plus discrédité et la
CFDT prend des positions
de plus en plus combattives
et justes qui vont poser de
rudes problèmes au cartel !

Un militant ml de l'usine

Editorial

L'Europe face aux superpuissances

Le sommet de Londres va réunir les chefs
d'Etat des USA et des grands pays européens, du
Japon et du Canada. Il a lieu à un moment où la su-
perpuissance américaine s'efforce de faire retomber
sur eux le fardeau de la crise pour en limiter les
répercussions chez elle.

L'industrie électro-nucléaire, secteur de pointe, en
est un exemple. Certains pays européens tels que l'Alle-
magne ont acquis une certaine avance
technologique sur les USA dans le domaine du re-
traitement et des surrégénérateurs. Carter s'efforce
de les empêcher d'avancer dans cette voie et de passer
des marchés avec des pays du tiers monde.

Mais on n'en est plus au temps où les USA im-
posaient aisément leur diktat aux pays d'Europe. Le
chancelier Schmidt a déjà laissé entendre qu'il four-
nirait les centrales nucléaires promises au Brésil.

Giscard a réaffirmé le droit à la technologie nu-
cléaire et à son exportation vers les pays désireux
de l'acquiescer pour les besoins de leur développe-
ment. A son instigation, un porte-parole du gouver-
nement a retourné à Carter l'argument de la non-
prolifération. Il a annoncé la mise au point d'un pro-
cédé de production d'uranium «faiblement enrichi»
qui permettrait de faire fonctionner des centrales
nucléaires sans pouvoir être utilisé à des fins atomi-
ques militaires.

Or, on sait que de nombreux pays du tiers monde
veulent acquiescer ces moyens énergétiques pour s'in-
dustrialiser. Autre trait caractéristique de notre
temps : pour la première fois, même si elle n'a qu'un
stratopatin, la Communauté économique européenne

sera représentée au sommet. La nécessité d'affronter
la crise et de s'opposer aux superpuissances conduit
les pays européens à unir davantage leurs forces.

Elles les mène aussi à se rapprocher du tiers monde.
Dans le but de favoriser les possibilités d'échanges
économiques avec ce dernier, la CEE a défini une
position commune concernant le dialogue Nord-
Sud. Elle propose un système de stabilisation des
recettes d'exportation inspiré de celui qui a été
créé par la convention de Lomé qui lie à un groupe
de pays africains.

Elle prévoit également une aide immédiate de
1 milliard de dollars aux pays pauvres. Certes, il
s'agit de mesures intéressées ayant pour but de pré-
server les profits capitalistes. Elles n'en sont pas
moins positives pour le tiers monde. Fait nouveau,
même si Carter laisse entendre que de tels accords
seront souvent difficiles à conclure, il semble prêt
à faire des concessions et n'en refuse pas le prin-
cipe.

Si les pays du second monde s'opposent de plus en
plus résolument à la superpuissance américaine, il est
un point cependant où ils trouveront des convergen-
ces. Les pays européens se sentent menacés par la force
agressive de la superpuissance montante qu'est
l'URSS. Quant aux USA, sur le déclin, ils sont in-
quiets du changement du rapport de force qui se
dessine notamment en Europe.

Mais les uns comme les autres se mettront-ils d'ac-
cord pour parler lors de la conférence Helsinki bis,
qui va se tenir à Belgrade, un langage de fermeté ?



Drogue

● Lons-le-Saulnier

Le vrai procès n'aura pas lieu

51 jeunes sont jugés depuis lundi à Lons-le-Saulnier, à la suite d'une vaste rafle et d'interrogatoires sommaires dans les commissariats, pour usage et trafic de drogue. Mais sont-ils des trafiquants ? Cette question n'est pas sans importance pour les condamnations qu'ils encourent.

Les simples drogués ne sont en principe pas condamnés s'ils acceptent d'être désintoxiqués. Par contre, les petits trafiquants peuvent encourir des peines assez lourdes. Cette question met aussi le doigt sur l'originalité du procès.

Ce prétendu «procès de la drogue» autour duquel la presse a fait beaucoup de battage pratique un amalgame systématique entre toxicomanes et trafiquants. Les 51 jeunes sont des consommateurs de drogue, surtout de haschich. Certains d'entre eux qu'on veut faire passer pour des trafiquants sont en fait des «fourmis» : s'il peut leur arriver de revendre de petites quantités de drogue c'est pour pou-

voir s'acheter leur propre dose.

Par contre, les gros trafiquants qui contrôlent le marché de la drogue et qui sont bien connus ne sont pas sur le banc des accusés.

Comment seraient-ils inquiétés alors qu'ils ont partie liée avec la bourgeoisie et subventionnent les partis politiques bourgeois. Loin de combattre le trafic de la drogue, ce procès fait partie de la vaste opération lancée par le pouvoir contre les jeunes. Il a pour but d'escamoter toutes les raisons qui les poussent à se droguer, en premier lieu le chômage et à leur faire endosser la responsabilité des méfaits de la drogue.

D'ailleurs, d'autres faits sont très parlants. Giscard et ses ministres multiplient les déclarations humanistes d'«aide» aux drogués, un M. «drogue» a été nommé.

Mais, en même temps, le gouvernement s'apprête à renforcer les brigades antidrogue, c'est-à-dire dans les faits, la répression contre les jeunes et les chômeurs.

Pollution

Acide arsenique dans le Rhône

Dans l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Fons, on stocke de l'acide arsenique dans d'immenses cuves qui peuvent contenir jusqu'à 8 000 litres. Un fois par semaine, elles sont vidées pour être nettoyées puis remplies à nouveau. Il faut croire que toutes les mesures de sécurité nécessaires ne sont pas prises. La dernière fois que cette manœuvre a été effectuée, les vannes n'ont pas été suffisamment bien fermées. 6 500 litres d'arsenic sont allés se perdre dans le Rhône. D'ailleurs, l'Institut Pasteur qui vient de faire des prélèvements en aval a détecté des traces d'arsenic dans l'eau du fleuve.

La chasse aux jeunes

Cela s'est passé vendredi dernier à Athis-Mons dans l'Essonne. Apercevant une voiture de police qui patrouille à 20 h, un groupe de jeunes préfère ne pas s'attarder. Les flics se lancent courageusement à leur poursuite.

L'un d'eux, Georges Dubresson, débusqué, un jeune dans un coin d'un HLM. Patrick, 15 ans, voyant un

pistolet braqué sur lui, sort les mains en l'air : le flic tire et lui transperce la main gauche. Il déclarera plus tard que Patrick tenait un couteau. En fait, Patrick est bien jeune et... l'arme est celle du policier. Le flic a donc été emprisonné.

Mais si cela se passe comme d'habitude, il ne risque pas d'être bien sévèrement condamné.

La Faucille

ANNÉE 1977 DES COMMUNISTES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

Le No 36 de la Faucille est paru
AU SOMMAIRE : Orlac-Gilca : une grève exemplaire soutenue par les paysans de la région - Accidents du travail en agriculture : un toutes les deux minutes - Midi-viticole : grand rassemblement à Sète, la colère monte, etc...



A 6 semaines de la conférence de Belgrade

Une épine dans le pied de Brejnev

Au fur et à mesure que sont connus en France et ailleurs les faits qui prouvent que sévit en URSS une véritable dictature fasciste, de type hitlérien, le Kremlin se trouve de plus en plus embarrassé par la campagne menée en Amérique et dans les pays d'Europe de l'Ouest pour le «respect des droits de l'homme».

Selon toute apparence, cette question qui fait l'objet de la troisième partie de l'acte final de la Conférence d'Helsinki tend à devenir une véritable épine dans le pied de Brejnev. Voyons ce qu'il en est.

La Conférence d'Helsinki, née le 3 juillet 1973 dans la capitale finlandaise et baptisée «Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe», et sa sœur de Belgrade qui devrait voir le jour le 15 juin prochain, rendent les plus grands services au social-impérialisme russe ; en ce sens, qu'elles l'aident à faire croire aux peuples d'Europe et du monde que l'heure est à la détente, à la paix, que les tensions et les menaces de guerre vont en diminuant ; et qui plus est, en ce sens qu'elles aident à faire croire que lui, le social-impérialisme, est le champion des pays «animés par la volonté politique... de contribuer en Europe à la paix, à la sécurité, à la justice et à la coopération» puisqu'il est bien connu - les révisionnistes de tous les pays l'ont suffisamment clamé - que c'est à l'initiative de Moscou que s'est tenue cette conférence.

MUNICH-HELSINKI-BELGRADE : MEMES OBJECTIFS

De même que celle de septembre 1938 à Munich, la conférence d'Helsinki qui a vu, le 1er août 1975, outre l'URSS et les pays du Pacte de Varsovie, 25 pays d'Europe, ainsi que les USA et le Canada, signer au bas d'un acte final mensonger sur la détente. Elle

laisse les coudées franches à l'impérialisme le plus agressif et le plus dangeux pour préparer une agression de grande envergure. Tous les avantages que retira naguère l'impérialisme allemand conduit par Hitler, d'une telle conférence, le social-impérialisme russe en jouit aujourd'hui, sous la bague de la clique Brejnev, grâce à Helsinki, et bientôt grâce à Belgrade. (En témoignage d'ailleurs le fait que les meilleurs agents en France de la superpuissance russe, les révisionnistes dirigeant le faux parti communiste français, aient pris eux-mêmes en main l'édition et la diffusion de l'acte final d'Helsinki, sous forme d'une plaquette accessible à tous.)

C'est la raison pour laquelle le Kremlin insiste tant pour que soient «appliquées strictement et matérialisées» par les pays signataires les clauses de l'acte final d'Helsinki. Pour paraître ne pas vouloir remettre en cause la parole donnée et ne pas rester à la traîne dans l'application de décisions qu'ils ont approuvées et ratifiées, les USA, le Canada et les pays capitalistes d'Europe occidentale sont désormais contraints eux aussi de mener campagne sur la nécessité de se conformer aux principes d'Helsinki.

A Helsinki, la volonté du Kremlin a mené les pays d'Europe, notamment ceux de la CEE, et les pays d'Amérique du Nord à lui signer un véritable certificat de bonne

conduite, le montrant «désireux d'éliminer les causes de tensions qui peuvent exister entre eux (les États participants) et de contribuer ainsi à renforcer la paix et la sécurité dans le monde».

Un rapport de force insuffisant en leur faveur sur le plan politique qui ne garantissait pas aux soviétiques qu'ils atteindraient cet objectif sans contre-partie, les avaient conduits à accepter l'idée que soit jointe en troisième partie de l'acte final une déclaration sur «la coopération dans les domaines humanitaires et autres». C'est aujourd'hui en s'opposant sur ce dernier chapitre que les pays d'Amérique du Nord et d'Europe mènent campagne.

LE SOCIAL-FASCISME UNE RÉALITÉ DIFFICILE À MASQUER

Sans doute, les USA et les autres pays capitalistes sont-ils mal placés pour donner ainsi des leçons de «liberté» et de «droits de l'homme».

Il suffit d'évoquer la crise qui sévit dans ces pays et les conditions de vie et de travail toujours plus dures qui y sont imposées à la classe ouvrière pour réduire aussitôt à néant ces prétentions.

Cependant, à la faveur de cette campagne sont divulguées chaque jour de nouvelles révélations sur les pratiques quotidiennes de la dictature fasciste contre les travailleurs tant en URSS que dans les pays placés sous sa tutelle (asiles psychiatriques, répressions à la suite des explosions ouvrières de juin 1976 en Pologne, répression contre les signataires de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, etc.).

Chacune de ces révélations lève un coin du voile et fait craquer une maille du filet qui a pré-



servé jusqu'ici les vestiges du grand courant d'amitié pour l'Union soviétique du temps où elle était encore socialiste. Au fur et à mesure que les illusions tombent dans les rangs ouvriers, la tâche devient plus délicate pour les nouveaux tsars du Kremlin de poursuivre, sans se démasquer, leur politique de superbrigands impérialistes et leurs préparatifs d'agression.

Empêcher que soit connue la réalité de la dictature fasciste qu'elle exerce sur les peuples soviétiques, voilà l'un des soucis de la clique Brejnev. Souci qu'exprimait bien d'ailleurs cette déclaration de l'agence Tass, du 25 avril dernier, condamnant ceux qui voudraient «livrer un duel aux pays socialistes sur la question des droits de l'homme».

Bien que, selon elle, un tel duel «ne puisse être gagné que par les pays socialistes», l'agence Tass n'en déclarait pas moins que «ce genre de confrontation risque d'avoir des répercussions sur l'issue de la conférence (de Belgrade) de manière contraire aux intérêts de la détente» (2).

Sans doute, si elle était si sûre de ne pas perdre des plumes, la direction soviétique ne chercherait pas à éviter ce «duel» en recourant au chantage à la détente.

(2) Cité par Le Monde du 27 avril 1977.

● Inde

Le gouvernement indien a ordonné la libération dans tous les États des «naxalites» (marxistes-léninistes) encore emprisonnés, vient d'annoncer le nouveau premier ministre indien Morarji Desai. Une exception de taille à cette mesure : la Cour de Delhi vient de décider que 6 dirigeants naxalites dont Kanu Sanyal, président du PCI (ml), emprisonnés à Delhi seraient transférés au Bengale occidental pour être jugés pour leurs «actions violentes».

Ces dirigeants étaient venus à New Delhi, il y a une semaine, pour s'entretenir du sort des naxalites emprisonnés avec le nouveau

gouvernement mais ils avaient été arrêtés dès leur arrivée. La mobilisation populaire ne manquera pas de se poursuivre pour imposer leur libération.

● Palestine occupée

Une très vive tension continue de régner en Cisjordanie du Nord après de violents incidents qui ont eu lieu mardi et qui ont provoqué la mort d'un adolescent de 16 ans et d'une femme de 55 ans dans la bourgade arabe de Qabaty à mi-chemin entre Naplouse et Jenine.

Les victimes ont été tuées par les balles tirées par les militaires sionistes qui tentaient de disperser des

manifestants palestiniens. Ceux-ci, parmi lesquels de nombreux lycéens, ont lapidé les forces de l'ordre et les véhicules de l'armée israélienne à coups de grosses pierres et attaqué des bâtiments sionistes. 60 d'entre eux ont été arrêtés et le couvre-feu a été décidé à Naplouse où tous les lycéens et commerçants sont en grève.

● Japon - URSS

Les pourparlers sur la pêche entre l'URSS et le Japon, déjà interrompus à deux reprises à cause du contentieux territorial sur les îles Kouriles, reprennent à Moscou dans une atmosphère très tendue.

Le jour même de l'arrivée du porte-parole japonais, les «Izvestia» publiaient un article venimeux accusant le gouvernement japonais de «provocation» et d'«excitation à une campagne chauvine mettant en cause la paix au Moyen-Orient».

Moscou refusait même de recevoir une délégation du parti révisionniste japonais, contraint par l'opinion publique japonaise de plaider la cause des îles Kouriles, partie intégrante du territoire japonais.

La décision unilatérale de Moscou d'étendre à 200 milles marins sa zone de pêche, y compris autour des Kouriles, a déjà réduit au chômage de nombreux pêcheurs japonais. Le Japon vient d'y répliquer en décidant à son tour l'extension de sa zone de pêche à 200 milles marins.



Cinéma

«Emitai»

Contre l'impérialisme

Un petit village du Sénégal pendant l'occupation française. Les Français «réquisitionnent», «kidnapent» des engagés «volontaires» parmi les jeunes paysans. Les colonialistes poussent la barbarie jusqu'à prendre en otage un vieillard tant que son fils ne vient pas se rendre. On voit ensuite les nouveaux tirailleurs chanter : «Maréchal, nous voilà». Le film se passe pendant la seconde guerre mondiale. «Avant les jeunes héritaient des vieux, maintenant les vieux héritent des jeunes» disent les vieux du village. Dans de splendides images en couleur, le réalisateur montre le travail des femmes et des jeunes pour faire pousser le riz.

Après les hommes, les colonialistes réquisitionnent le riz, nourriture de base du

village. Les femmes résisteront héroïquement, bravant les tirailleurs, se heurtant à l'esprit conciliateur des vieux notables influencés par la religion.

On peut trouver la fin du film un peu défaitiste (la répression s'abat sur les hommes). Mais ce film a le mérite de retracer un épisode de l'histoire de la colonisation et de montrer l'héroïque résistance des femmes africaines. C'est l'occasion de rappeler que l'impérialisme français, qui réprime et pille encore de nombreux peuples dans le monde, s'est enrichi sur la sueur et le sang des peuples du tiers monde.

A VOIR :

- au «14 Juillet - Parnasse»
- au «Saint-André des Arts»
(métro Odéon)



La Jeune Garde rouge

La Jeune Garde Rouge est parue

AU SOMMAIRE :

- Jeunes Français et immigrés : tous unis pour le droit au travail !
- Médecine : une offensive réactionnaire
- Corbeil : 4 jeunes torturés dans un commissariat
- Mai 68 vu d'en face
- Récit de voyage : au pays des nouveaux tsars
- Témoignage : quand une fille du peuple veut devenir danseuse
- La lutte pour la libération du jeune militant afro-américain, Gary Tyler, continue, etc...

MEETING

POUR L'UNITÉ DE LA LUTTE DES PEUPLES DES CARAIBES

SAMEDI 14 MAI DE 13 H A 21 H

44 RUE DE RENNES PARIS 6e - Mo St-Germain

Ce meeting a lieu à l'appel de cinq organisations.

- Guadeloupe : Association générale des étudiants guadeloupéens (AGEG).
- Guyane : Union des étudiants guyanais (UEG)
- Haïti : Comités haïtiens d'action patriotique Charlemagne Peralte (France) et Machate (Belgique).
- Martinique : Association générale des étudiants martiniquais (AGEM).
- République Dominicaine : Comité «Santo Domingo en lutte».

Les peuples de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane sont colonisés par l'impérialisme français. Ceux d'Haïti et de la République Dominicaine sont opprimés par l'impérialisme américain.

Ce meeting a pour but d'aider à renforcer la lutte que mènent ces peuples contre l'impérialisme. Dans leur appel, les cinq «organisations patriotiques émigrées» déclarent notamment : «La dénonciation énergique des impérialismes français et américain et de leurs alliés internes auprès de l'opinion publique française et internationale peut consolider le rapprochement de ces cinq peuples, et, par conséquent, contribuer au renforcement de la solidarité qu'ils se témoignent dans leur lutte. Elle doit également permettre de gagner la solidarité du peuple travailleur français et des autres anti-impérialistes en France à la juste cause des peuples carabéens».

PROGRAMME

- Intervention centrale
- Intervention politique (conférences, montages de diapos, etc.)
- et culturelle de chacune des organisations participantes
- Représentation culturelle commune.

Procès contre l'Humanité Rouge

la justice du côté des flics

Début 1975, l'Humanité rouge éditait une affiche en supplément à son numéro 252 (daté de 23/1/75), intitulée «Opération Coup de poing». Cette affiche comportait deux photographies juxtaposées : l'une présentant un homme fouillé par deux policiers, avec la légende «Vichy», l'autre, deux policiers (ceux qui nous ont intenté le procès !) effectuant un contrôle de police dans le métro, avec la légende «Aujourd'hui».

Au bas de l'affiche, en gros caractères : «Lutte contre le banditisme ? Non, préparation de l'opinion publique à la répression politique de masse».

C'est-à-dire qu'était dé-

noncée la politique de répression du gouvernement et de son ministère spécialisé dirigé alors par Poniatovski. Alors que les contrôles et fouilles - systématiques vis à vis des travailleurs immigrés, et des jeunes - créent un véritable climat d'inquisition, ce sont les flics qui portent plainte sous le prétexte que «la légende porte gravement atteinte à leur honneur» (!!!)

Quel honneur en effet que d'être au service de la dictature du grand capital, que d'exercer la répression systématique contre nos frères immigrés.

Répression qui s'amplifie encore aujourd'hui.

A signaler d'ailleurs que la photo (du métro) - diffu-

sée et vendue par l'AFP - avait été publiée auparavant dans le journal bourgeois «Le Point», qui n'aurait pas été inquiété ! Ce qui nous est reproché, ce sont les «commentaires de nature à porter préjudice aux individus représentés», c'est-à-dire la légende et le parallèle avec la police des kollabos à Vichy qui exerçait de tels contrôles. Ceci est d'ailleurs appelé pompeusement le «dommage résultant de l'atteinte au respect du droit de l'image» (!)

Alors que les flics ne sont que difficilement reconnaissables !

Notre journal et la camarade Suzanne Marty (directrice de publication) ont été assignés en justice le 18

septembre 1875, le jugement a été rendu le 4 avril 1977. Ce «jugement» nous condamne à 150 000 anciens francs de dommages et intérêts (les flics le demandent un million !) et à payer les frais de procès.

En fin de compte, toutes les élucubrations juridiques ne peuvent cacher qu'il s'agit d'une répression politique contre notre journal, contre ses idées et sa dénonciation incisive de la répression et de la bourgeoisie au pouvoir. Les opérations «coup de poings», la répression systématique contre les immigrés sont bien dans la logique de système capitaliste que nous ne cessons et ne cesserons de combattre.

Echos du 1er Mai

• Valence

L'unité des marxistes-léninistes

Au cours du 1er mai 1977 à Valence, les communistes marxistes-léninistes de France ont agi dans le cadre de l'Unité.

Le PCR (ml) et l'Humanité rouge de Valence ont fait une agitation propagande sur les marchés de Valence et Bourg-lès-Valence, où des discussions avec des travailleurs français et immigrés allaient bon train autour des panneaux Sonacotra, Arenc, luttes, chômage, licenciements.

Nous avons également enregistré des chants révolutionnaires : l'Internationale, le Jeune garde, Bandera rossa, des chants palestiniens etc. Vraiment, une très chaude ambiance sur les marchés.

A noter que les manifestations des organisations syndicales CGT et CFDT et des partis dits de «gauche» avec les groupes trotskistes n'ont regroupé que 300 personnes qui ont défilé dans le calme jusqu'à la mairie de Valence (municipalité PS depuis les dernières élections), où M. le maire leur offrit un Ricard !

L'année dernière, la manifestation du 1er mai avait regroupé 1 200 personnes.

Nous avons donc sur les marchés plus d'impact, plus de discussions avec les travailleurs et les petits paysans vendant leurs produits que d'être à la remorque du PCF-PS-CGT-CFDT.

L'unité des forces ML a porté ses fruits.

• Arles

La CFDT refuse de soutenir le Programme commun

Pour la première fois à Arles, il n'y a pas eu d'unité pour le 1er Mai entre la CFDT et la CGT.

Cette dernière s'est même servie de son service d'ordre pour que la CFDT ne rentre pas dans la manifestation, ce qui a eu pour conséquence : le cortège CGT - un «cordon sanitaire» - le cortège CFDT !

Si on est arrivé à ce résultat, c'est parce que l'Union locale CFDT s'est renforcée. Ce qui se traduit par un nouveau dynamisme et notamment par un refus de suivre la CGT dans son soutien au Programme commun, et lors des municipa-

les, de soutenir la liste de l'Union de la gauche.

Ceci n'est pas pour plaire aux bonzes de la CGT et bien que la CFDT ait souhaité l'unité au niveau du cortège, tous les prétextes furent bons. Un échange de correspondance s'est pourtant établi entre les UL ; la CFDT a même convoqué une réunion unitaire à laquelle la CGT ne s'est pas rendue. Pendant ce temps, elle sortait son programme ; la manifestation le matin, et un spectacle l'après-midi.

De son côté, la CFDT voyant que l'unité n'avancait guère, met sur pied une animation basée sur trois

thèmes : l'emploi, le nucléaire, la solidarité internationale.

C'est finalement un article paru dans «Libération» qui va mettre le feu aux poudres : article relatant les faits avec précision, bien que dans un style «libé».

Au cours d'une réunion unitaire qui se tient le jeudi 28/4, la CGT propose à la CFDT, pour qu'il y ait unité, de démentir communément cet article. La CFDT refuse bien évidemment de censurer l'article qui, en fait, n'évoque que des faits réels.

Le lendemain, la CGT sort un tract avec la photocopie de l'article, expliquant que la direction de l'UL-CFDT est en fait tenue par des «gauchistes».

La CFDT dans sa réponse cite notamment un passage du Programme commun sur la liberté de la presse et s'étonne que le seul syndicat soutenant ce programme puisse avoir une telle attitude.

C'est dans cette atmosphère tendue que le 1er

Mai arrive. Le CGT se sert de son service d'ordre pour faire un cordon sanitaire, mais cette conduite se retourne contre elle. Le cortège CFDT, certes minoritaire, crie des slogans appelant à l'unité et dénonçant la manœuvre cégétiste. Dans le cortège CGT, on se pose beaucoup de questions et on entend même «Unité avec la CFDT».

Ce qui prouve que les travailleurs ne sont pas dupes et sont prêts à faire l'unité à la base.

Après la manifestation, la CFDT avait organisé un pique-nique (brochettes, boissons...) autour des stands. L'après-midi, l'animation eut lieu sur les thèmes prévus.

Les participants furent nombreux, particulièrement les travailleurs immigrés à la projection du film «le charbonnier».

L'après-midi s'est déroulée dans une ambiance de fête militante où chacun a pu se rendre compte des problèmes les concernant.

Correspondant HR

• Schwinn - Hénin Beaumont

50 nouveaux licenciements

Comme prévu par les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge, la vague de licenciements s'amplifie.

Mardi 3, la direction a annoncé 50 nouveaux licenciements. Elle avait tellement peur que notre camarade, qui faisait partie des 17 premiers licenciés, mobilise les travailleurs qu'elle a préféré l'expulser de l'usine, avec menace d'huissier, payant même le mois de préavis immédiatement. Cet empiètement est un aveu : la ligne de lutte classe contre classe est la seule qui

permettra de faire reculer le patron.

Quant aux délégués CGT, fidèles à leur tactique, ils attendent les noms des futurs licenciés, conseillant aux ouvriers de ne pas bouger, sous prétexte que ce n'est pas le moment de se faire remarquer.

Rappelons que le 15/4, le député révisionniste, Joseph Legrand venu devant l'usine poser pour la photo, avait dit à notre camarade qu'il faisait le jeu du patron.



• Tri postal Landy (Paris)

Les postiers occupent le centre

(Suite de la page une)

Il n'y a pas encore de foyer prévu, ni de navette alors que ce centre est loin du métro.

D'autre part, ne va-t-on pas en profiter pour licencier des auxiliaires ? La direction épiluche déjà les dossiers à la recherche des réformés et des «casiers judiciaires»... donc de prétextes pour licencier.

Or, à chaque fois que les délégués veulent informer les travailleurs, le chef de centre essaie de les empêcher : mardi, les travailleurs se sont réunis en assemblée générale et la direction est descendue pour «obtenir des noms» !

C'est la goutte d'eau qui a fait partir les gars : dès mardi, ils décidaient de fermer les portes pour bloquer l'entrée des camions.

Mais c'était difficile, en raison notamment du manque de liaison entre les brigades : «Que va faire la brigade d'après ?», «Qu'a fait celle d'avant ?» prétextaient les hésitants pour ne pas faire grève.

Aussi, jeudi, pour relancer l'action, tout le personnel était réuni en assemblée générale. De se voir tous rassemblés, brigades du matin, de l'après-midi, 18/24, a stimulé les travailleurs en leur donnant conscience de leur force et a rallié nombre d'hésitants.

Et les travailleurs ont décidé d'adopter pour lutter une méthode efficace : la grève avec occupation qui permet un maximum de cohésion, un bon rapport de force et de mieux parler à toute éventualité.

Ils sont décidés à obtenir leurs revendications.



• Saint Ouen

L'Alsthom manifeste

Mardi matin, pendant une heure, les travailleurs de l'Alsthom-Savoisienne, de l'Alsthom-Signaux et de l'Alsthom-CGEE ont fait retentir les rues de Saint-Ouen et son vieux marché de leurs mots d'ordre, de leurs revendications, rythmés aux coups sourds d'un grosse caisse.

Leur cortège bleu de la couleur de leurs vêtements de travail était souvent applaudi par des travailleurs à leur fenêtre et regroupait malgré la pluie quelques centaines d'ouvriers et ouvrières décidés à lutter jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

• PTT

Les troisièmes catégories

«Un sujet dont on ne parle pas beaucoup et pourtant combien important. Oui, ces publicités que l'on trie les matins en plus de notre courrier et qui bien souvent nous retardent, grossissent nos liasses, donc plus lourdes à transporter, ce qui veut dire aussi presque double de travail en tournée.

«Je soulignerais encore que ces publicités ne sont que des tas de papiers sans valeur que beaucoup de gens jettent tout de suite à la poubelle. En plus, tout ceci n'est qu'une histoire de capitalistes qui, pour inciter les personnes à acheter leurs produits, se servent du moyen le moins coûteux pour faire leur propagande.

«Alors, bien sûr, ce moyen est : les PTT dont les plus concernés sont les facteurs qui font leur tournée comme je viens de le préciser ; chargés de ces papiers qui vont donner profit aux hauts-placés qui sont à la tête de ces firmes.

«Mais nous préposés, quel gain tirons nous de tout cela ? Rien ! Notre paie : 2.000 F par mois, c'est tout !

«N'aurions-nous pas dit d'avoir un gain supplémentaire, pour cette distribution qui nous demande autant de travail que le courrier normal qui est de loin plus intéressant.

«J'en conclurais que les personnes extérieures aux PTT tirent aussi profit de nous et font des bénéfices sur notre dos et nous n'en voyons pas la couleur, nous qui y contribuons le plus. Je m'arrête là, et je pense que la question mériterait qu'on s'y attarde.»

La lettre ci-dessus d'un facteur du Moselle montre que, de plus en plus nombreux, les postiers prennent conscience de cet aspect du «service public» en système capitaliste : ces paperasses, de plus, bénéficient de tarifs préférentiels.

Boussac bouclé

Boussac, PDG du groupe du même nom, a été «retenu» mercredi aux établissements Laederich à Rupt-sur-Moselle (Vosges), où il était venu présenter aux 300 ouvriers et ouvrières son plan de restructuration autrement dit de licenciements.

En fin de compte, les 157 qui devraient être licenciés en octobre prochain pourront «continuer à être occupés dans l'usine jusqu'à ce qu'une activité de remplacement puisse y être implantée».

Boussac a pu s'enfuir dans la soirée

«Le combat continue et nous occuperons l'usine s'il le faut», a déclaré le délégué CFDT.

• SNCF - Dijon

La sécurité de l'emploi à la SNCF

La modernisation des installations entre Dijon et Dole (mise en place du block automatique) va entraîner la suppression de 35 postes à l'exploitation (agents des gares). Si ces travailleurs ont la garantie de l'emploi, cela peut se traduire par des mutations jusqu'à plus de cent kilomètres. Quand on ajoute de longues navettes au travail 3x8 et souvent les dimanches et fêtes, c'est la santé et la vie des familles qui sont attaquées. De plus, cela bloque l'embauche des jeunes.

LES GARDES-BARRIERES

Mais une catégorie est encore plus menacée : ce sont les gardes-barrières. Elles sont plus d'une trentaine touchées par les suppressions de passage à niveau prévues sur cette ligne. Ce sont en majorité des femmes qui comptent parmi les catégories les plus exploitées à la SNCF. Si certaines ont le statut de cheminot, il y a aussi des auxiliaires dont certaines à régime particulier et des auxiliaires de remplacement utilisés selon les besoins. Il y a des passages à niveau qui tournent en 2x8 ou 3x8. D'au-

tres tournent en 2x2 (6h-18h, 18h-6h). Mais sur ces 12 heures, seules huit sont comptées comme heures de travail. Nous avons même vu une garde-barrière assurant quinze heures de présence payées onze et qui nous a montré une fiche de paie de 2 000 F.

De plus, elles n'ont pas le droit de grève car assurant une fonction de sécurité.

Ce droit de grève leur est notamment interdit par une circulaire du 17 octobre 1961 signée du ministre des transports d'alors Robert Buron, devenu ensuite un homme de gauche bien connu.

On ne saurait défendre le maintien des passages à niveau, technique dangereuse cause de nombreux accidents mortels, dont un encore récemment dans la région à Aisy-sur-Armançon ; mais il faut exiger un emploi à la SNCF à proximité de leur résidence pour tous les gardes-barrières.

Car c'est le chômage qui les menace : pour les auxiliaires, il suffit à la SNCF de les licencier. Pour les titulaires, il y a la méthode qui consiste à leur proposer des postes inacceptables à l'autre bout de la France (la plupart sont des femmes d'un certain âge dont le mari a un emploi sur place.)

La SNCF est même allée plus loin puisqu'elle a proposé à des titulaires depuis 20 ans, de signer une lettre de démission pour être reclassées comme auxiliaires (avec perte du droit à la retraite à 55 ans) pour faire le ménage à la gare de Dijon !

UN DÉBUT DE RIPOSTE

La CFDT a commencé un travail d'information et de mobilisation sur ces problèmes. Elle a fait signer une pétition exigeant le maintien de l'emploi pour tous à proximité, qu'ils soient à l'exploitation ou gardes-barrières, titulaires ou auxiliaires, qu'ils arrivent à avoir un examen SNCF ou pas.

Cette pétition a été signée par tous les travailleurs contactés sauf une donnant entre autre comme raison que la CGT lui avait dit qu'on ne pouvait rien faire.

Même s'il est limité, c'est un premier pas quand on sait que chez les gardes-barrières il n'y a pas d'organisation, pas de traditions de lutte, que chacun est isolé à son boulot. Une délégation doit aller voir le directeur du personnel de la région pour poser ces revendications.

Correspondant SNCF Dijon

• Eternit - Porc-de-Bouc

Solidarité avec les travailleurs d'Eternit !

Eternit-industrie possède une dizaine d'entreprises en France et emploie près de 6 000 travailleurs. C'est une des plus grosses entreprises de fibro-ciment, plastique et pièces moulées : chiffre d'affaire en 76, 96 milliards et bénéfice net 1 894 millions !

A l'usine de Caronte, qui emploie 418 personnes, les cadences et la production ont été poussées au maximum (5 m2 pour une heure de travail en 72, 10 m2 en 77) tandis que la direction imposait des semaines de chômage technique.

Elle va maintenant encore plus loin et veut licencier 292 travailleurs.

Selon un communiqué du PCMLF, «ces licenciements sont une application directe du plan Barre, plan de la classe des patrons pour maintenir et renforcer

son pouvoir sur la classe ouvrière. Ce plan... nous devons le contrer : il y va de notre avenir, celui de nos familles, de nos enfants, celui de notre classe, et de nombreux exemples encourageants existent qui montrent que nous le pouvons, malgré les difficultés...»

La cellule Gabriel Péri du PCMLF a lancé un appel aux militants et sympathisants du Parti, à tous les travailleurs de Porc-de-Bouc, Martignes et Fos pour soutenir leurs camarades de classe d'Eternit et s'opposer à tout licenciement : «Que chaque section syndicale, chaque association manifeste son soutien. Car cette lutte contre le chômage (...) pour le droit de vivre et travailler au pays n'est pas la lutte d'une usine seulement mais de toute la population travailleuse».



• Commerce

Une commission paritaire peu ordinaire !

Le 3 mai, plusieurs centaines des travailleurs des grands magasins et magasins populaires s'étaient rassemblés à partir de 14 h 30 devant l'Inspection régionale à Paris, où se tenait la commission paritaire pour la révision des conventions collectives du commerce.

Ils lançaient leurs mots d'ordre : «Pas de salaires inférieurs à 2 200 F», «Retraite à 55 ans», etc.

Ils étaient accompagnés à la sonne par des chants révolutionnaires.

La plupart des employés ont pénétré dans la salle de la commission, certains brandissant des drapeaux rouges, à la stupefaction de ces messieurs du patronat qui avaient bloqué les débats dès la 1re revendication.

Après une suspension de séance, ils proposèrent 1 670 F minimum au 1er mai et 3 % de plus en octobre !

Devant la vigoureuse protestation des travailleurs indignés, le président leva à nouveau la séance.

Les représentants patronaux parvinrent à sortir

non sans peine. Tentant de s'esquiver discrètement par la sortie parking, ils furent rejoints, entourés, et durent faire le tour de la place St-Gervais sous les cris de : «A bas les salaires de misères», «Non à la société du profit», etc.

Employés et habitants du quartier purent admirer ces patrons blancs de peur, qui s'enfuirent sans demander leur reste sous les quolibets.

Une autre commission se réunira dans 15 jours. Il est donc nécessaire que tous les travailleurs du commerce se mobilisent encore plus nombreux !

Signalons que les dirigeants CGT ont en général tenté de dissuader leurs adhérents de participer à ce rassemblement ou ont fait le silence à son sujet, et que certains, présents lors de l'entrée dans la salle de la commission, ont crié à l'irresponsabilité.

Ce sont là des méfaits de la ligne révisionniste impulsée dans les syndicats par les dirigeants du PCF.

D'après une employée de commerce ML

